

Berlin, 19 septembre 2018

Conférence « Making the Economic Union work »

Conférence co-organisée par la Fondation Bertelsmann, la Hertie School of Governance et les Instituts Jacques Delors de Berlin et Paris

Message de Jacques Delors

« Es ist Zeit »

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre,
Mesdames et messieurs les députés,
Mesdames, messieurs, chers amis,

Je suis heureux de pouvoir m'adresser à vous au début de cette importante conférence sur l'avenir de l'Union économique et monétaire. Cette conférence, je l'ai ardemment souhaitée. Et je l'ai voulue ici, à Berlin, car l'avenir de l'UEM implique le concours décidé de l'Allemagne. J'aurais bien sûr voulu venir en débattre directement avec vous, si mes forces me le permettaient. Car c'est maintenant qu'il faut décider, maintenant qu'il faut agir, maintenant qu'il faut avancer. Es ist Zeit !

Certes, l'Europe va moins mal. La crise financière de 2008 et ses conséquences en Europe, la crise dite « de l'euro », sont aujourd'hui derrière nous. Le cadre institutionnel de l'Union s'est montré plus robuste que les marchés et les commentaires ne l'avaient estimé. Au premier rang, c'est la Banque centrale européenne, avec son président, qui, avec détermination et sang-froid, a joué un rôle-clé pour garantir que l'euro tienne solidement debout. Je suis pour cette raison particulièrement heureux et honoré que Mario Draghi participe à cette conférence et partage aujourd'hui avec nous ses idées sur l'avenir de l'Union économique et monétaire.

Au moment où l'Europe et ses valeurs fondamentales sont attaquées par des populistes de tout acabit, au moment où l'un de nos plus grands Etats-Membres a pris la décision brutale de nous quitter, nous ne pouvons pas nous contenter de contempler nos succès passés ou de seulement défendre ce qu'on a déjà bâti. L'heure est venue d'être, de nouveau, audacieux. Pour continuer de construire une Europe à la fois plus efficace, plus équilibrée et plus solidaire. Dans ce but, je remercie les Instituts Delors, de Berlin et de Paris, ensemble avec la Hertie School et la Fondation Bertelsmann, d'avoir mis sur pied ensemble cette conférence et que les deux instituts s'engagent activement, avec leurs idées et propositions, dans le débat sur l'avenir de l'UEM, offrant leurs perspectives uniques de Paris et de Berlin.

Pour bien prendre toute la mesure de ce qui nous reste à accomplir, permettez-moi de resituer l'UEM dans le temps long. L'intégration monétaire n'a été ni un accident de l'Histoire, ni un projet purement politique, comme on le dit trop souvent. C'était d'abord la conséquence logique d'avoir bâti un marché unique avec les quatre inséparables libertés. C'était un complément indispensable. Une monnaie unique est un élément incontournable d'un marché unique – la cinquième liberté si vous voulez. En ce sens, l'euro est une assurance collective, et je suis convaincu qu'il nous a tous aidés, la France comme l'Allemagne et l'Espagne comme la Finlande, à gérer la crise bien mieux que chacun ne l'aurait fait, laissé à son propre destin.

Mais il est aussi vrai que, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, l'UEM a été créée en mettant beaucoup de poids sur le « M » – l'intégration monétaire – et pas assez sur le « E » - la convergence et l'intégration économiques. Et dès que nous parlons de l'économie, nous ne pouvons pas la séparer du social. Lorsqu'on a créé le marché unique, on a établi les fonds structurels afin d'accompagner les atouts de l'intégration de nos marchés avec des instruments capables de faire du nouveau marché unique une promesse de prospérité pour tous. Mais lorsqu'on a créé la monnaie unique, on n'a pas développé suffisamment les outils assurant que l'atout d'intégrer nos monnaies mène à une Europe qui converge, à une Europe socialement équilibrée pour tous. Ce sont ces deux piliers de l'UEM, l'économique et le social, que l'on doit bâtir dans les années à venir. Je l'ai toujours dit et je le répète aujourd'hui à Berlin : l'euro a besoin de ses deux jambes pour marcher, la seule jambe monétaire ne suffit pas et ne suffira jamais.

L'avenir de l'UEM

Je nourris l'espoir que l'Europe aujourd'hui l'a compris. Après le vote historique de sortie du Royaume-Uni, l'Union se montre plus unie, plus forte, plus déterminée dans un contexte mondial que d'aucuns veulent bouleverser. Les Vingt-Sept font montre, depuis le début des négociations avec Londres, d'une cohésion tenace. Devant cette cohésion, le Brexit, que je déplore pour l'Europe comme pour nos amis britanniques, apporte la claire démonstration qu'appartenir à l'Union européenne donne un atout pour tous. Et la quitter représente une erreur, maintenant et pour l'avenir. D'ailleurs aucun dirigeant continental n'envisage sérieusement aujourd'hui de sortir de l'Union européenne.

Mais j'ai aussi l'impression qu'avec la crise les esprits ont évolué quant à l'Union économique et monétaire. Le récent accord de Meseberg, entre les gouvernements français et allemand, a ouvert la porte pour un compromis, qui pourrait être acceptable partout en Europe. Je salue le ministre allemand des finances, Olaf Scholz, ci-présent, d'avoir accompli ce travail avec son homologue français pour achever ce compromis, qui mérite d'être pris au sérieux et regardé de près. Je trouve ce compromis pertinent : non pas parce qu'il serait le plus ambitieux que l'on puisse imaginer. Non, il est intéressant parce qu'il est à la fois pragmatique et novateur, parce qu'il aborde le futur de notre monnaie autrement que par le seul biais des marchés financiers.

L'union bancaire était sûrement un pas essentiel, le pas d'intégration le plus important au plan économique depuis Maastricht.

Mais, on le sait, l'UEM est bien plus qu'un cadre technique financier. Elle doit se doter des outils pour faire converger nos économies qui feront la prospérité de l'Europe, notre objectif commun. Et j'ai l'impression qu'avec leur proposition d'un vrai budget pour la zone euro, l'Allemagne et la France ont fait un pas important vers cet objectif. J'espère vraiment que nos deux pays poursuivent ce chemin et y soient rejoints par d'autres. Nous ne pourrons pas aborder les élections européennes de mai prochain, qui approchent et dont les enjeux seront, cette fois ci, plus importants que d'ordinaire,, sans avoir avancé résolument sur ce chemin de la convergence économique et sociale, qui répond aux attentes de nos concitoyens depuis qu'ils ont l'euro en poche. Je forme le vœu que cette conférence nous aide à progresser.

Un rappel utile pour terminer. Lorsque fut adopté l'Acte unique, matrice du grand marché, de ses quatre libertés et les politiques structurelles, je fis mentionner la perspective d'une monnaie unique comme les petits cailloux du petit poucet avec perspective et confiance. Et sans me lasser, je répétais cette formule symbolique :

La croissance qui nous stimule, la cohésion qui nous rend plus fort, la solidarité qui nous unit.

Je souhaite ardemment que cette typique anime l'esprit de réformes de l'UEM. C'est la condition pour faire le l'Union européenne, enfin consciente d'elle-même, cette force créatrice d'influence, de paix et de progrès humain.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite un très stimulant débat.